

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance Ordinaire du 19 JUILLET 2023

L'an deux mille vingt-trois
Et le dix-neuf du mois de JUILLET

Membres en exercice :	29
Membres présents :	22
Procurations :	7
VOTES :	29
POUR :	28
CONTRE :	0
ABSTENTIONS :	1
Date de convocation :	13/07/23

Le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire, s'est assemblé à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de ses délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS : MM/MMES SPAGNOU D. TEMPLIER JP. REYNIER C. PERARD F. PELOUX N. CODOUL B. LAUGIER N. LOUVION C. TOUCHE C. GARCIN F. GALLO C. CLARES P. BOY JP. RODRIGUEZ C. ODDOU S. MUNS A. PAYAN L. MORARD S. PICHON H. CLEMENT JL. FERAUD S. DERDICHE C.

PROCURATIONS :

GHERBI C.	à	REYNIER C.
GALANTINI V.	à	BOY JP.
SCHMALTZ E.	à	SPAGNOU D.
JOURDAN E.	à	CODOUL B.
JAFFRE S.	à	FERAUD S.
BRUNET M.	à	TEMPLIER JP.
SEBANI S.	à	CLEMENT JL.

M. Hugo PICHON est élu secrétaire de séance.

2023-08-08-SP

OBJET : Charte du Télétravail – Modification du chapitre V – Indemnisation

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la délibération du 15 décembre 2021 validait les modalités de mise en œuvre du télétravail définies dans la charte du télétravail au sein de la collectivité et applicables à compter du 01 janvier 2022.

Il indique que le chapitre « V-Indemnisation » reprend les modalités de versement de l'allocation forfaitaire de télétravail telles que définies par l'arrêté du 26 août 2021. Il précise que l'arrêté du 23 novembre 2022 a modifié l'arrêté du 26 août 2021 relatif au versement de l'allocation forfaitaire de télétravail, en fixant le montant du forfait télétravail à 2,88 euros par journée de télétravail effectuée dans la limite de 253,44 euros par an.

Il propose en conséquence de modifier le chapitre « V-Indemnisation » de la charte du télétravail comme suit et annexée à la présente délibération :

« En application des dispositions du décret n° 2021-1123 et l'arrêté du 23 novembre 2022, l'allocation d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 2,88 euros par jour de télétravail, sans seuil de déclenchement, dans la limite de 253,44 euros annuels, s'effectuera sur la base d'un état mensuel produit par le supérieur hiérarchique et le versement de cette indemnité se fera selon un rythme trimestriel, à compter du 01 janvier 2023. Ces montants seront révisables en fonction des évolutions réglementaires ».

Il précise qu'aucune autre modification n'est apportée à cette charte du télétravail.

**Où cet exposé ; après en avoir délibéré
Le Conseil Municipal avec 28 voix pour et 1 abstention**

VALIDE la modification du chapitre V-Indemnisation de la Charte de Télétravail comme exposé ci-dessus.

INSCRIT les crédits correspondants au budget.

Pour copie conforme
Le Maire
D. SPAGNOU